



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

18 décembre, Journée internationale des migrant-es

Chaque année, et plus encore depuis 2015 qui a vu naître en Europe une crise de l'accueil des migrants, cette journée est l'occasion de rappeler que des centaines de milliers de personnes dans le monde sont privées de leur liberté de circuler et sont victimes de traitements discriminatoires et inhumains.

Les enfants migrants sont particulièrement vulnérables, lorsqu'ils vivent ainsi dans la précarité et la pauvreté. Qui plus est, leurs droits (logement, santé, éducation, droit aux loisirs, à la sécurité...) sont régulièrement bafoués, comme l'avait signalé le Comité de l'ONU des droits de l'enfant. Il existe encore des villes où le droit à l'éducation n'est pas respecté : le Défenseur des droits a ainsi constitué un dossier rappelant l'aspect discriminatoire des refus de scolarisation fondés « sur l'origine, le lieu de résidence et la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique de la famille ». S'appliquant au cas d'enfants ROM, ce plaidoyer est tout à fait utilisable pour défendre la situation d'enfants migrants.

Pour le SNUipp, les conditions de scolarisation ne sont pas toujours appropriées, le nombre d'UPE2A (Unité pédagogique pour Élèves Allophones Arrivants) n'étant pas suffisant pour accueillir un nombre croissant d'élèves allophones, arrivant bien souvent en cours d'année : en 2017-2018, 60 700 ont été scolarisés, dont 29 600 à l'école élémentaire, soit une augmentation de 14 % en deux ans, tandis que 10% de ces enfants ne bénéficiaient d'aucune prise en charge spécifique. La situation est aussi différente selon les territoires, l'île de France concentrant, en 2017, 32% de ces élèves.

Un avis de l'assemblée nationale¹ fait ainsi ce constat : « Les flux migratoires que connaît actuellement le pays ont des répercussions certaines sur le dispositif d'accueil des enfants allophones. Celui-ci fonctionne pour l'instant correctement mais les tensions augmentent, ce qui le fragilise. »

Pour lutter contre les préjugés largement répandus, le SNUipp a édité, en partenariat avec Solidarité Laïque et la FCPE, un livret intitulé « Nous sommes avant tout des enfants ! Stop aux idées reçues sur les personnes migrantes »². Ce livret apporte un éclairage sur la situation de ces personnes qui ont besoin d'aide afin de leur porter

¹ <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/budget/plf2018/a0274-tII.pdf>; deuxième partie : la scolarisation des enfants allophones

² <https://www.snuipp.fr/actualites/posts/nous-sommes-avant-tout-des-enfants>

une attention bienveillante. Il rappelle, avec d'autres syndicats européens³, que leurs droits fondamentaux doivent être respectés.

Avec la FSU, le SNUipp appelle à participer aux mobilisations organisées ce 18 décembre. Cette journée revêt une importance particulière à l'aune de l'entrée en vigueur progressive de la loi « asile et immigration », qui rendra plus compliquée encore la situation administrative des migrant·es.

Manifestations : à Paris, à République à 18H ; et dans plus de 30 villes en France.

³ <https://www.education4refugees.org/fr/updates/423-une-nouvelle-boite-a-outils-pour-promouvoir-l-inclusion-dans-l-education>